

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS 70542
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar Le Duc, le 24/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2025

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY

CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY

BP 1

55100 Dugny-Sur-Meuse

Références : LD/353-2025

Code AIOT : 0006200900

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2025 dans l'établissement CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY implanté BP 1 55100 Dugny-sur-Meuse. L'inspection a été annoncée le 13/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du suivi du plan de modernisation des installations industrielles (PMII) et de l'analyse des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers du site, une visite d'inspection a été réalisée aux Fours à Chaux de Dugny.

Cette visite a porté sur la tuyauterie aérienne de gaz naturel DN 200 – PS 12,4 bar située entre le poste de détente GRTgaz et les postes internes, afin de vérifier si cette tuyauterie relève des dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010, et d'évaluer les mesures mises en œuvre pour maîtriser son vieillissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY
- BP 1 55100 Dugny-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006200900
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société des Carrières et Fours à Chaux de Dugny, est autorisée par arrêté préfectoral 2007-745 modifié du 29 mars 2007. Située sur le territoire de Dugny-sur-Meuse, cette installation est spécialisée dans la production de chaux vive à partir de calcaires extraits de la carrière à ciel ouvert attenante.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dossier de suivi de la tuyauterie XX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Plan d'inspection et stratégie de contrôle de la tuyauterie XX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 et 8 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi du vieillissement des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)	Sans objet
4	Mise en oeuvre du programme de contrôle de la tuyauterie XX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)	Sans objet
5	Exploitation des résultats	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 et 8 (partiel)	Sans objet
6	Qualification	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	du personnel en charge des contrôles	article 5 et 8 (partiel)	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur une canalisation de gaz naturel DN 200 – PS 12,4 bar, reliant le poste de détente GRTgaz aux postes internes de l'établissement. Mise en service depuis plusieurs décennies et partiellement remplacée en 2021, elle est identifiée dans l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux en cas de perte de confinement.

Bien que relevant du régime des canalisations de transport, cette canalisation est gérée par l'exploitant comme une tuyauterie d'usine au titre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII). L'inspection a constaté que cette approche était conforme à la doctrine applicable aux canalisations d'usine gérées par connexité, et que les dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010 lui sont applicables.

Un état initial est établi, un programme d'inspection est mis en œuvre, et des rapports récents sont disponibles. Toutefois, plusieurs insuffisances documentaires ont été relevées : absence de justification formelle de la stratégie, de classification DT96, et de critères déclencheurs d'actions correctives. Des compléments sont demandés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi du vieillissement des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables : 1. Aux [...] tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, [...]
Sont exclus du champ d'application de cet article : - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et [...]
- les tuyauteries [...] visées par l'arrêté du [20 novembre 2017] susvisé. [...]
Constats : La canalisation de gaz naturel DN 200 - PS 12,4 bar reliant le poste NATRAN aux vannes G2 et G3 est en service depuis 1975 et a fait l'objet d'un remplacement partiel en 2021 (environ 25 mètres en remontée vers les fours). Elle traverse sur environ 19 mètres une voie ferrée désaffectée,

aujourd'hui domaine public, pour laquelle des démarches d'acquisition foncière ont été engagées par l'exploitant auprès de SNCF Réseau.

Au regard de ses caractéristiques et de son tracé, cette canalisation relève juridiquement du régime des canalisations de transport, au sens de l'article L.555-2 du code de l'environnement. Elle n'entre donc pas dans le champ d'application direct de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE.

Toutefois, cette canalisation :

- est intégrée au fonctionnement de l'installation classée (fourniture de gaz à l'outil industriel) ;
- est prise en compte dans l'étude de dangers de l'établissement, avec deux scénarios identifiés (PhD 10 et 11 – feu torche / UVCE) ;
- est de courte longueur (environ 200 m), entièrement exploitée par l'exploitant.

L'exploitant a indiqué suivre cette canalisation comme une tuyauterie, par connexité avec l'installation classée, en y appliquant les dispositions du plan de modernisation des installations industrielles (PMII). À ce titre, un état initial a été établi, un programme d'inspection est en place, et des mesures correctives sont mises en œuvre en cas de besoin.

Cette approche relève des possibilités prévues à l'article R.512-32 du code de l'environnement pour l'encadrement, sous régime ICPE, de tuyauteries liées fonctionnellement à l'installation.

Afin de sécuriser juridiquement cette démarche, l'inspection propose de faire figurer explicitement cette canalisation dans le périmètre de l'arrêté préfectoral ICPE, au moyen d'un arrêté préfectoral complémentaire précisant les obligations applicables en matière d'inspection, de maintenance et de maîtrise du vieillissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossier de suivi de la tuyauterie XX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement

Prescription contrôlée :

[...]Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;
- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

La tuyauterie de gaz naturel (DN 200 - PS 12,4 bar), mise en service en 1975, fait l'objet d'un suivi par l'exploitant.

Deux états initiaux distincts ont été établis :

- pour la tuyauterie existante, une évaluation a été réalisée en 2007 par une société extérieure (inspection visuelle, contrôles de soudures, traçabilité) ;
- pour les 25 mètres remplacés en 2021, un dossier constructeur daté du 28/10/2021 (réf. BC171633) a été consulté. Il documente les caractéristiques techniques et la conformité de la tuyauterie posée.

Un programme d'inspection a été formalisé en 2007 avec ladite société extérieure, puis révisé en 2021. Ce programme fixe une périodicité de contrôle de 48 mois. Il est mis en œuvre : des inspections ont été réalisées en 2009, 2015, 2021 (remplacement d'une partie de la tuyauterie), 2022 et 2023.

Un plan d'inspection actualisé a été consulté sur site lors de la visite. Les inspections sont réalisées selon une méthode visuelle externe. Les rapports identifient les tronçons inspectés, décrivent les résultats, formulent des recommandations, et tracent les suites données.

La stratégie ne fait pas explicitement référence à un guide professionnel reconnu (ex. : DT96), et il n'est pas précisé que la méthodologie utilisée fait l'objet d'une analyse critique par un tiers expert. Les critères de déclenchement d'actions correctives (seuils, indicateurs) ne sont pas formalisés dans un document autonome.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter la documentation relative au suivi de la tuyauterie DN 200 - PS 12,4 bar en intégrant :

1. Une justification formelle de la stratégie d'inspection mise en œuvre (fréquence, méthode, critères d'analyse), soit par référence explicite à un guide professionnel reconnu (ex. : DT96), soit, en l'absence de référence, par une méthodologie interne accompagnée, le cas échéant, d'une analyse critique par un organisme expert tiers ;
2. La formalisation des critères de déclenchement des actions correctives, sur la base des modes de dégradation envisageables (corrosion, usure, choc mécanique, etc.) identifiés dans le plan d'inspection.

Ces éléments devront être transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan d'inspection et stratégie de contrôle de la tuyauterie XX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 et 8 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement

Prescription contrôlée :

Article 5 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

[...] L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. [...]

Article 8 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection [...] est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : [...] la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis [...].

6.1 du guide technique professionnel pour l'inspection des tuyauteries en exploitation référencé DT96 de janvier 2012 :

[...] Le cas échéant, la valeur la plus sévère est retenue pour définir la classe :

- classe 1 : tuyauteries avec le plus haut potentiel de danger en cas de fuite :

- o susceptibles d'être à l'origine par perte de confinement d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 ou

- o véhiculant un fluide du groupe 1 extrêmement inflammable, explosif ou très toxique ou

- o en zone de sensibilité environnementale de 5 ;

- classe 2 : tuyauteries véhiculant un autre fluide du groupe 1 ou en zone de sensibilité environnementale de 4 ;

- classe 3 : tuyauteries véhiculant un fluide du groupe 2 en zone de sensibilité environnementale de 2 ou 3 [...].

Pour chaque mode de dégradation identifié et son évolution prévisible, on associe des contrôles adaptés et une périodicité de contrôle en fonction de la classe.

La périodicité des contrôles doit tenir compte des résultats des derniers contrôles réalisés ainsi que du [retour d'expérience] [...].

En l'absence de méthodologie RBI, les périodicités maximales sont définies comme suit :

- classe 1 : 60 mois

- classe 2 : 108 mois

- classe 3 : 144 mois

- classe 4 : adaptée au cas par cas [...]

Constats :

L'exploitant a présenté un programme d'inspection établi en 2007, révisé en 2021. Ce programme précise une périodicité de contrôle de 48 mois, appliquée depuis lors. Le plan d'inspection actualisé était consultable lors de la visite. Les rapports d'inspection pour 2021, 2022 et 2023 ont été fournis.

Toutefois, aucun document ne formalise la classification de la tuyauterie selon le guide DT96

(classe 1 à 3), ni l'analyse des modes de dégradation envisageables (corrosion externe, vibration, contraintes mécaniques, etc.).

Les rapports de contrôle n'indiquent pas clairement si l'ensemble des points singuliers (soudures, supports, changements de direction, etc.) est couvert par les inspections.

Les critères techniques ayant conduit au choix de la périodicité de 48 mois ne sont pas explicités. Il n'est pas non plus précisé si une méthodologie de type RBI (Risk-Based Inspection) est appliquée, ni si le plan est basé sur une référence à un guide professionnel reconnu ou une méthodologie propre validée.

La tuyauterie est aérienne : le point relatif au contrôle des tuyauteries enterrées (protection cathodique, revêtement, étanchéité) ne s'applique pas ici.

En revanche, la prescription relative à l'exhaustivité du plan d'inspection (points singuliers, justification des modalités) n'est pas pleinement respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter le plan d'inspection de la tuyauterie DN 200 - PS 12,4 bar, en y intégrant les éléments suivants :

1. La justification formelle de la périodicité retenue (48 mois), par référence soit : à un guide professionnel reconnu (ex. : DT96), soit à une méthodologie interne, pour laquelle une analyse critique par un expert tiers pourra être demandée ;
2. La classification de la tuyauterie selon le guide DT96 (§6.1), et l'identification des modes de dégradation envisageables, avec les contrôles associés ;
3. La confirmation que l'ensemble des points singuliers de la tuyauterie est inclus dans le plan d'inspection (zones à risque accru : soudures, coudes, zones de flexion, supports...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Mise en oeuvre du programme de contrôle de la tuyauterie XX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant élabore et met en oeuvre un programme d'inspection de la tuyauterie [...].

Constats :

L'exploitant dispose d'un programme d'inspection établi avec l'organisme de contrôle en 2007, révisé en 2021. Les inspections ont été réalisées en 2009, 2015, 2019, 2021, 2022 et le dernier contrôle date du 03/11/2023.

L'ensemble des contrôles est recensé dans un document de suivi dédié, précisant pour chaque opération (date du contrôle, la nature de l'opération, les détails techniques, le nom et la qualité de l'intervenant).

Le programme est mis en oeuvre et aucun retard de contrôle n'est constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 et 8 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
Prescription contrôlée : Article 5 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation [...] [Le] programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. [...] Article 8 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection [...] est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : [...] la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis [...]. 6.3 du guide technique professionnel pour l'inspection des tuyauteries en exploitation référencé DT96 de janvier 2012 : Chaque inspection fait l'objet d'un rapport détaillé précisant les points inspectés et contrôlés, les résultats des contrôles, les éventuelles actions demandées sur la base de critères prédéfinis (remises en état, actions complémentaires de contrôle ou d'inspection). Les conclusions du rapport permettent de définir la stratégie à appliquer (maintien en service, modification de conception, modification des conditions de service, modification du plan d'inspection, ...). [...] Constats : Les rapports d'inspection (2021, 2022, 2023) transmis par courriel précisent les tronçons contrôlés, les méthodes utilisées (inspection visuelle), les résultats observés et les recommandations éventuelles. Les conclusions permettent de confirmer ou d'ajuster la stratégie d'inspection (ex. : maintien en service, mise en œuvre de protections mécaniques). Les résultats sont interprétés de manière cohérente avec la stratégie définie dans le plan d'inspection révisé. Les suites données sont tracées. Aucun écart n'a été relevé entre les constats et les actions engagées. Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Qualification du personnel en charge des contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 et 8 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillesse

Prescription contrôlée :

Article 5 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

[...] [Le] programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. [...]

Article 8 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection [...] est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : [...] la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) [...]. Ces éléments de la stratégie sont justifiés, [...] le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis [...].

7. du guide technique professionnel pour l'inspection des tuyauteries en exploitation référencé DT96 de janvier 2012 :

7.1 Inspecteur

L'inspecteur est chargé de l'élaboration et de la mise en oeuvre du plan d'inspection. Il est :

- soit un inspecteur habilité d'un service inspection ;
- soit un inspecteur d'un organisme habilité ;
- soit un inspecteur d'une société extérieure ou un technicien pouvant justifier :
 - o de 2 ans d'expérience minimum dans le domaine des équipements sous pression (maintenance, inspection, contrôle) ;
 - o de connaissances adaptées aux missions confiées :
 - réglementation, codes, normes et guides techniques,
 - matériaux et métallurgie,
 - soudage,
 - connaissance des tuyauteries et de leurs modes de dégradation,
 - techniques de contrôles non destructifs ;
 - o d'une habilitation nominative par l'employeur.

[...]

7.2 Contrôleur

Le contrôleur est chargé de la réalisation des contrôles non destructifs. C'est un technicien spécifiquement formé, disposant de certifications COFREND ou équivalentes lorsqu'elles existent. Cette disposition ne concerne pas les mesures d'épaisseur, pour lesquels une habilitation nominative de l'employeur est établie.

Constats :

Aucune information relative à la qualification des personnes intervenant dans la mise en oeuvre du plan d'inspection n'a pu être présentée le jour de l'inspection.

A l'issue de la visite, les documents justificatifs ont été transmis par courriel le 13 juin 2025 et comprennent :

- une fiche de compétences détaillée au nom de l'intervenant, précisant son domaine d'intervention sur les équipements sous pression (suivi en service, plan d'inspection, mesures d'épaisseur) ;
- un titre d'habilitation nominatif daté du 26/01/2025, signé par son employeur, comportant des habilitations à jour pour l'élaboration de plans d'inspection, l'intervention sur ESP, et les exigences de sécurité associées ;
- la mention explicite de son habilitation pour la mise en œuvre de programmes de contrôle des tuyauteries (PG) et de plans d'inspection (PI), conformément aux prescriptions du DT96.

Ces éléments permettent de conclure à la conformité du personnel intervenant avec les exigences du §7.1 du guide DT96.

Aucune information ne suggère que des contrôles non destructifs complexes autres que des mesures d'épaisseur aient été réalisés, auquel cas une certification COFREND n'était pas requise. L'habilitation nominative couvre explicitement ces opérations.

Type de suites proposées : Sans suite